ÉVALUATION GLOBALE DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION : TERMES DE RÉFÉRENCE ET COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE INDÉPENDANT

Pour décision

1. OBJET

Le présent document a pour objet de demander au Conseil d'administration de bien vouloir approuver : i) les termes de référence du Comité de pilotage indépendant (le « CPI ») de l'évaluation du Partenariat mondial pour l'éducation ; et ii) la composition du CPI (Annexe 2). On trouvera les termes de référence à l'Annexe 1 et le curriculum vitae des membres proposés pour siéger au CPI à l'Annexe 2. Le projet de décision est présenté ci-après.

2. CONTEXTE

2.1 Lorsqu'il s'est réuni en novembre 2011, le Conseil a reconnu qu'il était nécessaire de disposer d'un système efficace de suivi et d'évaluation au sein du Partenariat et du Secrétariat, et a prié le Secrétariat de présenter les documents suivants avant le 31 mars 2012 :

- Les termes de référence du Comité de pilote indépendant qui supervisera l'évaluation indépendante du Partenariat mondial pour la période écoulée depuis 2010, date de la dernière évaluation à mi-parcours de l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Ėducation pour tous (« Initiative FTI ») ;
- Les critères et le processus proposés pour la sélection des membres du CPI.

2.2 Au début de 2013, en raison du retard pris dans la mise en oeuvre de ces tâches, le Secrétariat a identifié cinq personnes qui apportent la diversité des compétences et expériences requise pour superviser l'évaluation d'un partenariat tel que le GPE. Ces

personnes ont été recrutées à titre de consultants à court terme chargés d'établir une note conceptuelle présentant le plan général de l'évaluation et d'aider le Secrétariat à élaborer les termes de référence du Comité de pilotage indépendant comme le Conseil l'a demandé.

2.3 Le 1er juillet 2013, le Secrétariat a présenté au Conseil la note conceptuelle sur le plan de l'évaluation, le projet de termes de référence du CPI et une proposition tendant à désigner comme membres du Comité les cinq experts chargés d'élaborer la note conceptuelle et les termes de référence du CPI. En outre, il a été recommandé de nommer un sixième membre.

2.4 Compte tenu des observations du Conseil concernant le projet de note conceptuelle et de termes de référence ainsi que la composition du CPI, le Secrétariat a apporté la dernière main aux termes de référence et les présente au Conseil pour approbation.

2.5 Les six experts ci-après, qui apportent la diversité de compétences et expériences requise pour superviser l'évaluation d'un partenariat tel que le GPE, sont proposés par le Secrétariat pour siéger au Comité de pilotage :

i) **Birger Fredriksen (Norvège)** est l'un des plus grands experts en matière d'éducation dans les pays en développement. Il a travaillé pendant 20 ans à la Banque mondiale, où il a notamment occupé le poste de directeur du développement humain pour l'Afrique, et pendant 12 ans à l'OCDE et à l'UNESCO.

ii) **Rasmus Heltberg (Danemark)** est chargé de l'évaluation des programmes et partenariats mondiaux au sein du Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale (IEG).

iii) **Karen Mundy (Canada)** est professeur à l'Université de Toronto et titulaire de la chaire de recherche du Canada au département du leadership, de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes auprès de *l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario* (« OISE »).

iv) **Moses Oketch (Kenya)** est directeur de recherche auprès du Centre de recherche sur la population et la santé en Afrique (en congé de l'Institut

d'éducation, Université de Londres) et professeur auxiliaire titulaire de l'Université de Pennsylvanie.

v) **Pauline Rose (Grande-Bretagne)** est directrice du Rapport mondial de suivi sur l'Ėducation pour tous depuis août 2011.

vi) **Liesbet Steer (Pays-Bas)** est maître de recherche au Center for Universal Education, Brookings Institution.

2.6 Dans leurs observations, les membres du Conseil se sont inquiétés du manque de diversité des personnes proposées, notant qu'un candidat seulement était originaire d'un pays en développement, et ont recommandé de proposer d'autres personnes répondant à ce critère.

3. JUSTIFICATION DE LA RECOMMANDATION

3.1 La version finale des termes de référence du Comité de pilotage indépendant présentée à l'Annexe 1 a été établie par le Secrétariat à l'issue de consultations approfondies avec des experts internationaux en matière d'éducation. Le CPI jouera un rôle clé en tant qu'intermédiaire entre le Conseil d'administration et l'équipe retenue pour procéder à l'évaluation. Il sera chargé d'assurer la qualité, l'intégrité et la réalisation dans les délais de l'évaluation, et de garantir son impartialité. En particulier, le CPI :

- fournira des recommandations et des indications au Conseil s'agissant du plan général et des modalités de mise en oeuvre de l'évaluation ;
- servira de principal organe de contrôle de la mise en oeuvre de l'évaluation, garantissant les délais pour tous les livrables et le respect des termes de référence ;
- assurera la qualité d'ensemble de l'évaluation et sa mise en oeuvre ; et
- assurera l'impartialité de la procédure d'évaluation.

3.2 Le Comité de pilotage indépendant jouera un rôle clé dans l'évaluation du Partenariat mondial en assurant l'impartialité, la qualité et la ponctualité du processus d'évaluation dans son ensemble. Compte tenu de leur renommée et de la qualité du travail déjà accompli au titre de la note conceptuelle, les six experts (plus éventuellement un septième membre), constituent l'équipe voulue pour assumer les fonctions d'un

Comité de pilotage. Une fois sa composition approuvée et ses membres nommés, le Comité rendra compte au Conseil d'administration.

4. DÈCISION REQUISE

Le Secrétariat recommande au Conseil d'envisager d'approuver la décision suivante :

BOD/2013/10 DOC 2 – <u>Approbation des termes de référence et de la composition du Comité de pilotage indépendant de l'évaluation globale du Partenariat mondial pour l'éducation</u> : Le Conseil d'administration approuve :

(i) les termes de référence du Comité de pilotage indépendant de l'évaluation du Partenariat mondial pour l'éducation, qui figurent à l'Annexe 1 du présent document ;
(ii) les membres du CPI, dont les noms figurent à l'Annexe 2 du présent document ; et
(iii) l'ajout d'un septième membre, originaire d'un pays en développement.

5. PROCHAINES ÈTAPES

Une fois approuvés les termes de référence et la composition du CPI, ses membres seront nommés au début du mois d'octobre. Le Secrétariat recherchera un membre supplémentaire en coordination avec le Comité. Le CPI finalisera la note conceptuelle et la présentera au Conseil d'administration à sa prochaine réunion en novembre.

6. COÛT

Le coût du CPI (voir termes de référence en pièce jointe) est estimé à 337 000 dollars.

ANNEXE 1

Termes de référence du Comité de pilotage indépendant de l'évaluation du Partenariat mondial pour l'éducation

6 septembre 2013

1. Introduction

1.1 Le Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) approuvé la nomination d'un Comité de pilotage indépendant (CPI), dans l'esprit des pratiques faisant autorité au plan international, pour fournir des conseils sur les méthodes d'évaluation à tous les niveaux et organiser et conduire la préparation et la réalisation globales de la prochaine évaluation du GPE (BOD/2011/11-DOC05).

1.2 Le présent document définit le mandat du Comité de pilotage indépendant, qui jouera un rôle d'intermédiaire entre le Conseil d'administration du GPE et l'équipe recrutée pour réaliser l'évaluation. Il sera chargé d'assurer la qualité, l'intégrité et la ponctualité de l'évaluation, et d'en préserver l'indépendance.

2. Nomination, composition et direction du Comité de pilotage indépendant

2.1 Le Conseil du GPE nomme les membres du CPI en consultation avec le Secrétariat du GPE. Les membres du CPI sont recrutés à titre de consultants indépendants et rémunérés à partir du budget de l'évaluation. Ils reçoivent une aide financière et administrative de l'équipe de suivi-évaluation du Secrétariat, étant entendu que l'indépendance du CPI et des prestataires de l'évaluation est préservée dans tous les échanges avec le Secrétariat.

2.2 Le CPI se compose d'au moins cinq membres ayant des compétences dans les domaines du développement international de l'éducation et de l'architecture et l'efficacité de l'aide, et dans les méthodes d'évaluation des programmes de développement internationaux. Les membres proposés sont choisis de façon à refléter diverses expériences institutionnelles, origines géographiques et approches méthodologiques.

2.3 *Désignation du président :* Une fois nommés, les membres du CPI désignent un président choisi de manière consensuelle. Les responsabilités du président sont les suivantes : toutes les communications directes avec le prestataire de l'évaluation, le Conseil d'administration et le Secrétariat du GPE pour le compte du Comité ; transmission des documents au CPI pour examen et commentaires ; organisation et conduite des réunions du CPI ; organisation et conduite des réunions avec le prestataire de l'évaluation ; et participation aux réunions avec les parties prenantes. Le Secrétariat du GPE consulte le président du CPI avant d'approuver le paiement des factures et les demandes de remboursement du prestataire de l'évaluation et des membres du CPI.

2.4 *Prise de décisions :* Le président ne prend aucune décision importante sans l'avis et le consentement de tous les membres du CPI. En l'absence d'un consensus, le CPI prend ses décisions à la majorité des voix. La voix du président est prépondérante en cas d'égalité.

2.5 *Rapports :* Le CPI est un organe indépendant qui rend compte au Conseil d'administration du GPE. Il fait trimestriellement le point au Conseil et au Secrétariat du GPE sur l'avancement de l'évaluation. En outre, le CPI fournit tout complément d'information requis pour le processus d'évaluation ou demandé par le Conseil d'administration du PGE.

2.6 *Logistique, coûts et dispositions administratives*. Le Secrétariat du GPE est chargée de préparer les contrats des membres du CPI et s'acquitte des remboursements des frais de voyage et autres dépenses, sur la base d'un budget approuvé et du niveau estimatif des tâches à accomplir. L'équipe de suivi-évaluation fournit aussi un appui logistique au CPI. Toutefois, comme il a été indiqué plus haut, le CPI fonctionne indépendamment et séparément de l'équipe de suivi-évaluation, et le Conseil d'administration du GPE n'intervient pas dans le contenu et l'orientation de l'évaluation elle-même, dès lors qu'il en a approuvé la note conceptuelle.

3. Principaux rôles et responsabilités du Comité de pilotage indépendant

3.1 Le rôle principal du Comité de pilotage indépendant consiste à :

- fournir des conseils et des orientations au Conseil d'administration du GPE sur l'organisation générale et le processus de réalisation de l'évaluation du Partenariat mondial pour l'éducation.

- être le principal organe de supervision de la mise en œuvre de l'évaluation, en veillant au respect des délais pour tous les produits à livrer et à l'application des termes de référence.
- assurer la qualité globale de la préparation et de la mise en œuvre de l'évaluation, notamment l'intégrité de l'évaluation sur les plans théorique et méthodologique, la pertinence des données sélectionnées ; la précision et la justification de ses conclusions ; et la formulation des conclusions et des recommandations d'une façon constructive et objective.
- assurer l'indépendance du processus d'évaluation.
- être un vérificateur indépendant des contributions des parties prenantes à des étapes clés du processus d'évaluation : en particulier, lors des consultations avec les parties prenantes durant la phase de préparation, au terme des versions préliminaires des études au niveau des pays et après la rédaction de la version préliminaire du rapport de synthèse de l'évaluation.
- faire trimestriellement le point au Conseil d'administration et au Secrétariat du GPE sur l'avancement de l'évaluation.
- transmettre le rapport de synthèse définitif de l'évaluation au Conseil d'administration.
- faire des recommandations préliminaires au Conseil d'administration du GPE sur la diffusion et l'exploitation du rapport d'évaluation.

3.2 Remarque : Si le CPI est habilité à demander la révision du rapport de synthèse et des études secondaires réalisées dans le cadre de l'évaluation, il ne peut le faire que sur la base d'une analyse objective de l'exactitude et de la validité des conclusions et de la présentation constructive des recommandations finales du rapport. L'équipe d'évaluation doit être habilitée à formuler ses recommandations sans ingérence aucune. Le CPIpeut faire mention de tout désaccord éventuel sur la validité ou le ton des conclusions et des recommandations dans une note jointe à l'annexe du Rapport de synthèse préparé par les prestataires de l'évaluation.

4. Responsabilités et fonctions détaillées assignées au Comité de pilotage par phase d'évaluation

4.1 Phase I (Pré-évaluation, conception et lancement)

- Préparer un projet de note conceptuelle à présenter au Conseil d'administration et à d'autres parties prenantes. Cette note récapitule les principaux objectifs, les partenaires, les questions méthodologiques, la portée, les coûts et les grandes lignes d'un échéancier de produits à livrer.
- Sur la base de la note conceptuelle approuvée par le Conseil d'administration, rédiger les termes de référence, la demande de manifestation d'intérêt et la demande de propositions qui seront utilisés pour le processus d'appel à la concurrence en vue de la sélection du prestataire de l'évaluation.
- Collaborer avec le Secrétariat du GPE pour assurer une large diffusion des demandes et donner suite aux manifestations d'intérêt en fournissant un complément d'information.
- Superviser l'établissement de la liste restreinte de firmes soumissionnaires à retenir et le choix définitif du prestataire de l'évaluation sur la base d'un processus rigoureux et objectif d'examen des propositions soumises. La recommandation finale doit être faite après une réunion en face à face avec les soumissionnaires retenus sur la liste restreinte.

Remarque : Le Secrétariat du GPE est responsable de préparer le contrat final avec le prestataire de l'évaluation et de procéder aux remboursements des dépenses lorsqu'ils deviennent exigibles. Le Conseil d'administration du GPE décide du choix des prestataires de l'évaluation et le Secrétariat du GPE conserve les documents juridiques liés à l'exécution de l'évaluation.

4.2 Phase II (Démarrage)

- Envoyer au prestataire des commentaires écrits sur un rapport initial/plan initial d'évaluation afin de s'assurer qu'il répond aux normes les plus rigoureuses.
- Participer à titre d'observateur objectif aux consultations visant à obtenir l'avis des parties prenantes, du Conseil d'administration, du Secrétariat et

des partenaires du GPE sur le cadre de l'évaluation et assurer que ce cadre est largement compris et approuvé par les membres du Partenariat.

- Superviser la mise au point finale de l'organisation et du plan de travail de l'évaluation par le prestataire, notamment à l'occasion d'une rencontre directe avec le prestataire.
- Formuler des observations sur le choix des études de cas et d'autres sous-composantes de l'évaluation, y compris sur la préparation d'un cadre de sélection et de réalisation des études au niveau des pays.
- Veiller à ce qu'un échéancier précis incluant des prestations clairement définies soit préparé afin de s'assurer que l'évaluation est réalisée de manière appropriée.

4.3 Phase III (Réalisation)

- Demander et examiner des rapports d'activité trimestriels du prestataire de l'évaluation.
- Examiner et présenter par écrit des observations sur les résultats intermédiaires et les avant-projets de documents sur la base de l'échéancier inclus dans le plan définitif de l'évaluation.
- Préparer des rapports trimestriels sur l'avancement de l'évaluation à présenter au Conseil d'administration et au Secrétariat du GPE.
- Fournir tout complément d'information requis pour le processus d'évaluation ou demandé par le Conseil d'administration du GPE.
- Tenir une réunion trimestrielle avec les prestataires pendant la période de l'évaluation (il peut s'agir d'une rencontre directe ou d'une téléréunion).

4.4 Phase IV (Achèvement)

- Préparer par écrit un bilan complet et des observations sur les versions préliminaires des rapports soumis par le prestataire de l'évaluation (y compris les études pays et d'autres études secondaires réalisées aux fins de l'évaluation). Le but de ce bilan est de s'assurer que chacune de ces études répond adéquatement aux questions de l'évaluation ; fournit des éléments suffisants pour justifier ses conclusions ; et présente ses conclusions et

- recommandations d'une manière constructive qui permet à l'organisation d'en tirer des enseignements.
- Être un observateur objectif des consultations avec les parties prenantes au niveau national lors de la présentation des études pays aux Groupes locaux de partenaires de l'éducation pour validation et commentaires.
- Faire office d'observateur indépendant lors de la présentation du projet de rapport de synthèse de l'évaluation au Conseil d'administration du GPE pour validation et commentaires.
- Faire des suggestions au prestataire de l'évaluation pour la révision et l'organisation de ses conclusions en une synthèse finale à présenter au Conseil.
- Examiner et faire des observations sur les conclusions et les recommandations du rapport de synthèse définitif.
- Travailler avec le prestataire de l'évaluation pour assurer que la version définitive est envoyée à la traduction à temps sur la base de l'agenda de la note conceptuelle approuvée.
- Recommander la publication du rapport définitif et présenter au Conseil d'administration un rapport final sur l'intégrité et la qualité de l'évaluation, y compris d'éventuelles lacunes.

5. Budget et champ d'activités des membres du Comité de pilotage

Un plan de travail et un budget détaillés sont préparés pour le Comité de pilotage en même temps que le cadre de référence définitif de l'évaluation. Ce plan de travail et ce budget incluent tous les coûts associés au recrutement des membres du Comité de pilotage, ainsi qu'à leurs déplacements. Le coût total est estimé à 337 000 dollars environ. Cette estimation correspond aux dépenses encourues par les comités de supervision dans le cadre d'autres évaluations des partenariats mondiaux.[1]

[1] À titre d'exemple, l'évaluation des Fonds d'investissement climatiques incluait un budget combiné de 350 000 dollars pour un comité de surveillance de l'évaluation et un groupe de référence technique.

Montant estimatif des dépenses du Comité de pilotage indépendant

Phase de l'évaluation	Produits à livrer	Nombre total de jours et autres ressources	Nombre total de jours	Autres dépenses
Phase I Pré-évaluation Lancement	Note conceptuelle à présenter au Conseil d'administration et termes de référence du CPI	5 jours Jusqu'à 15 jours supplémentaires pour les principaux rédacteurs = 30 + 15 jours = 45	45	
	Préparation des termes de référence et de la demande de propositions pour la sélection du prestataire de l'évaluation, y compris les consultations en ligne et en direct et la présentation au Conseil d'administration du GPE.	Jusqu'à 15 jours pour les principaux rédacteurs et 2 jours pour l'examen par les 6 membres de l'équipe = 15 + 12 jours = 27	27	
	Établissement de la liste restreinte des soumissionnaires et sélection finale du prestataire de l'évaluation	5 jours pour tous les membres ; 12 jours pour le président = 25 + 12 jours = 27	37	
	Frais de voyage et d'hébergement pour la première réunion de l'équipe à Washington ; pour la communication du président devant le Conseil d'administration du GPE en novembre 2013 ; et pour la procédure de sélection en face à face des soumissionnaires retenus sur la liste restreinte. Réunion du CPI à Washington, avec une éventuelle téléréunion avec les soumissionnaires.	20 000 dollars		20 000 dollars
Phase II Démarrage	Information du prestataire retenu ; examen du plan de l'évaluation/rapport initial ; participation à la consultation des parties prenantes sur la conception de l'évaluation et la théorie du changement	15 jours pour le président 5 jours pour les autres membres = 25 + 15 jours = 40	40	
	Coûts du voyage et de la logistique des membres du CPI participant à la réunion initiale avec les consultants chargés de l'évaluation	25 000 dollars		25 000 dollars
Phase III Réalisation	Examen et commentaire des rapports intermédiaires et assurance de leur présentation dans les délais ; préparation et présentation au Conseil d'administration de rapports trimestriels sur l'avancement de l'évaluation ; participation à des réunions trimestrielles (virtuelles) avec le prestataire de l'évaluation	50 jours pour le président 10 jours pour chaque membre du Comité de pilotage = 100 jours	100	
	Voyages du président pour assister aux réunions du Conseil	10 000 dollars		10 000

Phase de l'évaluation	Produits à livrer	Nombre total de jours et autres ressources	Nombre total de jours	Autres dépenses
	d'administration			dollars
Phase IV Achèvement	Commentaire de toutes les versions finales des rapports et de la synthèse définitive de l'évaluation (par équipe de 2) Avis sur la diffusion du rapport final	40 jours pour le président 10 jours pour 5 membres de l'équipe = 90 jours	90	
	Observation de la présentation des monographiques nationales aux groupes locaux de partenaires de l'éducation (1 membre de l'équipe)	3 jours pour 1 membre de l'équipe x 7 pays = 21 jours	21	
	Observation de la réunion de consultation des partenaires de l'éducation à l'échelle mondiale	1 jour pour 6 membres de l'équipe 6 jours pour le président = 12	12	
	Voyages pour la présentation des versions préliminaires des monographies nationales, pour le rapport final au Conseil et pour les réunions de facilitation	1 membre de l'équipe pour chacun des 7 pays x 5 000 dollars/voyage Voyage du président pour la présentation du rapport final x 5 000 dollars		40 000 dollars
Total		372 jours x 650 dollars/jours =	241 800 dollars	95 000 dollars
Total général	**336 800 dollars**			

ANNEXE 2

Les curricula vitae des membres proposés pour siéger au Comité de pilotage indépendant

1. Birger Fredriksen 14
2. Rasmus Heltberg 19
3. Karen Mundy 24
4. Moses Oketch 31
5. Pauline Rose 38
6. Liesbet Steer 41

Août 2013

Curriculum vitae de Birger Fredriksen

Date de naissance : 21 décembre 1942

Nationalité : norvégienne

Éducation : Maîtrise d'économie (*Cand. Oecon*) (1969) de l'Université d'Oslo, Norvège (planification macro-économique et économétrie). Doctorat (1983) de l'Université de Lancaster, Grande-Bretagne (planification de l'éducation dans les pays en développement).

Expérience professionnelle :

- Ministère norvégien des Finances Consultant (janvier à septembre 1967). Participation à l'équipe préparant des projections à long terme pour l'économie norvégienne ;

- Université d'Oslo : Assistant de recherche (septembre 1967 – février 1968). Élaboration de modèles de projection de l'évolution de la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les pays de l'OCDE ;

- OCDE. Centre pour la recherche et l'innovation éducative (CERI), Paris, France : Associé de recherche sur l'éducation (octobre 1969 – septembre 1971). Direction d'un programme de recherche sur « la gestion institutionnelle de l'enseignement supérieur » comprenant des méthodes pour améliorer les processus de planification et de gestion des universités de six pays de l'OCDE ;

- UNESCO, Paris (octobre 1971 – septembre 1981). Exercice de différentes fonctions à l'Institut de statistique de l'UNESCO à Paris, dont celle de chef du service d'analyse et de projection de l'éducation de l'Institut. Cette fonction comprenait : (i) aider les pays à améliorer la collecte et l'analyse de données en matière d'éducation ; (ii) développer des instruments de recueil de statistiques internationales sur les enseignants ; (iii) entreprendre un grand nombre d'études quantitatives pour l'UNESCO sur le développement de l'éducation, essentiellement dans les pays en développement (dont une étude majeure pour la Banque mondiale et l'UNFPA) ; et (iv) organiser une série de séminaires de formation de deux semaines pour les hauts fonctionnaires du gouvernement sur la collecte et l'utilisation des statistiques en matière d'éducation et de démographie pour la planification de l'éducation (au total environ 15 séminaires essentiellement en Asie et en Afrique sur une période de trois ans). Ce projet était conjoint entre l'UNESCO, l'UNFPA et le SIDA ;

- Chef de la division des sciences économiques internationales, Institut norvégien des affaires étrangères (NUPI), Oslo, Norvège (octobre 1981 – septembre 1984). Recruté pour mettre en place cette nouvelle division en réponse à la nécessité d'évaluer les conséquences de l'intérêt grandissant dans le monde (à cette époque) pour un

« Nouvel ordre économique ». Le travail de la division était axé sur le développement économique dans les pays en développement, et le rôle et les limitations de l'aide au développement à cet égard. Organisation en parallèle d'autres séminaires de formation sur la planification de l'éducation pour l'UNESCO et réalisation de missions pour l'UNICEF (au Soudan) ;

- Banque mondiale, Washington DC, États-Unis (octobre 1984 – décembre 2004) : Exercice de différentes fonctions, notamment :

  (i) 1984 – 1990 : *Planificateur principal de l'éducation et chef de projet* pour des projets touchant à l'éducation financés par la Banque mondiale, essentiellement en Afrique de l'Ouest (notamment au Burkina, au Tchad, en Gambie, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal, en Sierra Leone) ;

  (ii) 1990 – 1991 : *Planificateur en chef de l'éducation* à la Division de l'éducation et de l'emploi du Service central de la population et des ressources humaines (PHR). Principal responsable de la réalisation d'études sur l'impact des prêts pour l'éducation de la Banque mondiale dans les pays en développement, de l'apport d'un appui technique aux chefs de projet de la Banque mondiale en matière d'éducation et de l'organisation d'activités de formation pour le personnel du secteur de l'éducation de la Banque mondiale en vue de remettre à jour ses compétences techniques dans le cadre du suivi par la Banque mondiale de la Conférence mondiale de 1990 sur l'Éducation pour tous à Jomtien. Participation à la préparation et animation d'une commission à la conférence de Jomtien en 1990 à l'intention des ministres de l'Éducation des pays du Sahel.

  (iii) 1991 – 1994 : *Chef de division* de la Division de la population et des ressources humaines du Département du Sahel. La division (environ 45 personnes) était responsable des projets de la Banque mondiale dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de la population dans 8 pays du Sahel.

  (iv) 1994-1996 : *Chef de division,* Division de macro-économie au Département de l'Afrique de l'Ouest. La division (environ 55 personnes) était responsable de l'analyse macro-économique et de l'activité de prêt de la Banque en Afrique de l'Ouest.

  (v) 1996 – 2002 : *Directeur de secteur*, Département du développement humain, région de l'Afrique (AFTHD). Ce département (qui comptait environ 200 personnes à l'époque) est responsable des interventions de la Banque mondiale et de l'apport d'un soutien en matière d'éducation, de formation, de santé, de nutrition, de population et de protection sociale pour toute l'Afrique subsaharienne. Outre la supervision du personnel du département et du programme de prêts, les missions comprenaient une extension significative des programmes d'analyse et de partenariat de la Banque en Afrique, notamment la participation à la préparation et au suivi par la Banque des conférences de l'an 2000 à Dakar sur l'Éducation pour tous et la Fast Track Initiative (FTI) ;

(vi) 2002 – 2004 : *Conseiller principal pour l'éducation auprès du vice-président de la région Afrique*, assumant un rôle de conseil stratégique et de leadership professionnel pour l'encadrement des interventions de la Banque mondiale sur l'éducation et la formation en Afrique subsaharienne.

Retraité de la Banque mondiale en décembre 2004.

Consultant : de janvier 2005 à ce jour. Essentiellement pour le compte de la Banque mondiale, mais également pour l'UNICEF, l'UNESCO, la FTI, le ministère français des Affaires étrangères, NORAD, le Centre pour l'étude de la coopération internationale en matière d'éducation, l'Université d'Hiroshima, *Centennial Group* et la République démocratique du Congo. En particulier :

- Banque mondiale : préparation et facilitation de deux voyages d'étude (Singapour, Vietnam) et d'autres activités d'échange de connaissances pour aider les décisionnaires africains en matière d'éducation à tirer parti de l'expérience des pays d'Asie de l'Est. Ceci inclut la coédition de deux livres publiés par la Banque mondiale (voir ci-dessous). En plus de se charger de la rédaction du rapport de synthèse, a aussi participé à la préparation de la conférence des ministres de l'Éducation et des Finances africains sur le « Soutien de l'éducation et de l'économie en Afrique pendant la crise », organisée conjointement par la BAfD, l'ADEA et la Banque mondiale (2009). Au titre des autres travaux d'analyse, la préparation d'un document de présentation sur « l'évolution de l'efficacité de l'attribution des aides à l'éducation » pour la Huitième réunion annuelle du groupe de haut niveau sur l'EPT qui s'est tenue à Oslo, en Norvège, en décembre 2008, et la direction d'une équipe d'analyse du portefeuille des projets en matière d'éducation de la Banque mondiale en Afrique.

- UNICEF : Cette mission comprenait des présentations au personnel de l'éducation de l'UNICEF (à New York et au bureau régional pour l'Afrique de l'Est à Nairobi), le soutien d'une mission conjointe de la Banque mondiale et de l'UNICEF sur « l'initiative de suppression des frais de scolarité » (y compris l'édition d'un livre copublié par l'UNICEF et la Banque mondiale sur la suppression des frais de scolarité) et l'apport d'un appui à l'Institut de statistique de l'UNICEF/UNESCO pour la réalisation d'une enquête exhaustive sur les jeunes qui ont abandonné l'école (y compris l'apport d'un soutien à un séminaire au Brésil pour la planification du travail en Amérique latine).

- Secrétariat de la Fast Track Initiative (FTI) devenue le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) : Cette mission comprend (i) le soutien du groupe de travail sur l'extension de la couverture de ce qui était le Fonds d'élaboration de programmes dans le secteur de l'éducation (EPDF), (ii) la préparation d'une présentation des avantages et des inconvénients d'une extension de la couverture de la FTI au-delà de l'enseignement primaire, et (iii) la participation à deux ateliers régionaux de renforcement des capacités pour les pays d'Afrique qui bénéficient d'un financement du GPE.

- NORAD : Soutien de NORAD dans son rôle d'agence directrice du groupe de travail de l'ADEA sur la Communication en matière d'éducation (COMED) en officiant à titre de président par intérim du comité de pilotage de COMED, de juin 2006 à juin 2007. Intervient désormais à titre de conseiller de NORAD sur une évaluation permanente de l'efficacité de l'aide norvégienne à l'éducation allouée par le canal de l'UNICEF et du GPE.

Autres missions de conseil :

- Membre (à titre personnel) du conseil d'administration de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO – IEP (de 2006 à ce jour) ;
- Conseiller extérieur (2007 – 2008) de la Commission de l'éducation nationale de la République démocratique du Congo (RDC). Ceci a débouché sur plusieurs missions de soutien du gouvernement, la dernière en date en avril 2012 pour passer en revue, au nom d'un groupe local de bailleurs de fonds, leur plan pour l'éducation préparé à l'appui d'une demande de soutien déposée par la RDC auprès du GPE ;
- Membre du groupe du ministère français des Affaires étrangères chargé d'évaluer l'aide bilatérale française à l'éducation (2006-2007) ;
- Évaluation du Centre pour l'étude de la coopération internationale en matière d'éducation (CICE) à l'Université d'Hiroshima (2007). Ceci a été suivi d'autres interventions pour le CICE, notamment en tant que rédacteur invité du numéro d'octobre 2010 de leur Journal de la coopération internationale sur l'éducation (édition spéciale sur « l'efficacité de l'aide ») et en tant que conférencier au CICE ;
- Membre d'un groupe de conseillers de la BAfD sur le développement d'une « nouvelle approche du renforcement des capacités en Afrique » (2009) ;
- Conseiller, Institut de la recherche pour le développement (R4D), à Washington, DC, sur le thème de l'éducation (de 2007 à ce jour) ;
- Contribution à un certain nombre d'études et de forums internationaux comme le « Groupe d'action politique sur l'apprentissage » sous l'égide d'une ONG canadienne (2009 - 2010), le séminaire de la Banque sur le développement de l'Afrique au sujet du renforcement des capacités (2010) ; le Séminaire international de Salzbourg (sessions de 2010 et 2011) ; présentateur d'un colloque sur l'efficacité de l'aide à l'éducation à l'Université d'Hiroshima (2011) et du Forum sur l'éducation du Japon » (session de février 2012) ;
- Contribution en tant que conseiller extérieur à la rédaction de volets de la stratégie 2020 de l'UNESCO pour le secteur de l'éducation (à paraître prochainement).

Publications : Divers rapports et mémoires, principalement sur le développement de l'éducation dans les pays en développement, essentiellement en Afrique subsaharienne. Parmi les plus récentes (toutes depuis son départ en retraite de la Banque mondiale) :

- Coéditeur de deux ouvrages publiés par la Banque mondiale (en préparation et en suivi des voyages d'études organisés pour les décisionnaires africains à Singapour et au Vietnam) : "An African Exploration of the East Asian Education Experience" (2008) avec Jee-Peng Tan), et "Towards a better Future: Education

and Training for Economic Development in Singapore since 1965" (publié en 2008, avec Lee Sing Kong, Goh Chor Boon et Jee-Peng Tan)

- Publication et rédaction du chapitre d'introduction d'un livre copublié par la Banque mondiale et l'UNICEF (2009) sur "Abolishing School fees in Africa: Lessons from Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, and Mozambique".
- Préparation de mémoires sur l'efficacité de l'attribution d'aide dans l'éducation (dont certains sont mentionnés ci-dessus). Rédacteur invité du numéro d'octobre 2010 du "Journal of International Cooperation in Education", publié par l'Université d'Hiroshima.
- Mémoire "Aid Dependency Risks in the Education Sector: A Review of Issues" in "Journal of Educational Planning and Administration", New Delhi, Volume XXIV, Number 3, July 2010.
- Rapport pour l'Institut R4D sur "Education Resource Mobilization and Use in Developing Countries: Scope for Efficiency Gains through more Strategic Use of Education Aid" (2011).
- Rapport pour le Séminaire international de Salzbourg sur "Using Aid Strategically to Promote Education Development: The Need for a More Effective Global Aid Architecture" (2011);
- "Breaking the Human Capital Barrier and Attaining the 2050 Vision for Africa" (avec Ruth Kagia). Document de présentation sur le thème du développement humain pour l'étude Afrique 2050 préparé par le Centennial Group (2013).

Rasmus Heltberg, profil

- Économiste doté de 18 années d'expérience en matière de direction d'opérations, de recherches et de programmes, dont 11 ans au service de la Banque mondiale.

- Expertise vaste et approfondie dans le domaine du développement : pauvreté, vulnérabilité, développement social, développement rural, protection sociale et travail, adaptation au changement climatique.

- Excellentes compétences d'analyse appliquée, vaste dossier de publications sur de nombreux sujets liés au développement, expérience opérationnelle et administrative, et expérience de la direction d'équipe.

- Compétences exceptionnelles de rédaction, d'exposé et de synthèse.

- Membre de l'équipe centrale chargée du Rapport sur le développement dans le monde 2014 (WDR 2014), "Risques et opportunités : la gestion des risques au service du développement".

Banque mondiale, depuis 2002

Spécialiste principal de l'évaluation, Groupe indépendant d'évaluation, depuis 2013

Coordonnateur chargé de l'évaluation des programmes et partenariats mondiaux. Redéfinition du programme de travail. Supervision de l'évaluation de GAVI et participation à cette évaluation. Recommandation de programmes sur la base d'évaluations indépendantes.

Membre de l'équipe centrale chargée du Rapport sur le développement dans le monde 2014 ("La gestion des risques au service du développement"), 2012-2013

Membre de l'équipe centrale et principal auteur du chapitre consacré à la gestion des risques par les communautés. Participation aux activités de planification de rapports, de messagerie, de rédaction, de consultation et de diffusion d'informations.

Directeur de programme et spécialiste technique senior, Département du développement social, 2007-2012

- Gestion du Fonds fiduciaire pour le développement écologiquement et socialement durable (TFESSD), premier fonds fiduciaire dédié aux travaux d'analyse menés par la Banque mondiale dans les domaines social, de la pauvreté, de l'environnement et du changement climatique. Responsable de l'allocation de 50 millions de dollars. Responsable de tous les aspects de gestion de ce programme, en coordination avec la Norvège et la Finlande ainsi qu'avec quatre secteurs de la Banque mondiale. Présentation de rapports, contrôle de la qualité, gestion des connaissances, et organisation de séminaires et de consultations.

- Suivi des situations de crise en temps réel, responsable d'une recherche qualitative portant sur 17 pays, présentation de résultats dans les publications *Living through Crises* (publiée avec Naomi Hossain et Anna Reva), collection "New Frontiers of Social Policy" de la Banque mondiale, et *Coping and Resilience*, Journal of Development Studies.

- Travaux d'analyse sur les dimensions sociales de l'adaptation au changement climatique, publications axées sur l'adaptation communautaire, et sur les liens entre politique sociale et adaptation. Membre du Marché du développement 2009 (DM 2009) sur l'adaptation au changement climatique ; conduite de recherches sur les enseignements tirés de l'expérience.

- Soutien transversal aux rapports sur la protection sociale en Arménie, en Bulgarie et au Tadjikistan (systèmes de protection sociale) ; projet d'agriculture écologique en Chine (évaluation d'impact) ; projet national sur les moyens de subsistance des populations rurales en Inde (sécurité alimentaire et nutrition) ; Kenya ("assurance pluie") ; projet sur les filets de sécurité productifs en Tanzanie (changement climatique et protection sociale).

- Participation à des travaux sur la responsabilisation sociale ainsi que les aspects des crises liés au développement social, sur le genre et l'énergie domestique, et participation à des examens institutionnels de stratégies et de prêts à l'appui des politiques de développement (DPL).

- Innovation sur l'utilisation de jeux en tant que plates-formes pour favoriser la participation des clients.

Économiste senior spécialiste de la protection sociale, développement humain en Asie du Sud, 2004-2007

Chef/membre d'équipes chargées de rapports et projets relatifs au travail, aux handicaps, aux systèmes de protection et au développement humain, au Pakistan, au Bangladesh et aux Maldives. Conduite du dialogue sur la protection sociale avec les autorités au Pakistan et du programme de travail connexe. Tâches spécifiques :

- **Prêts à l'appui de politiques :** membre de l'équipe chargée des crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) et des DPL régionaux, responsable de la protection sociale ; lancement d'un projet pilote de transferts monétaires conditionnels et mise au point d'une évaluation d'impact (Pakistan).

- **Prêts à l'appui de projets** : chef d'équipe du projet visant les personnes handicapées à la suite du tremblement de terre au Pakistan et responsable de deux dons connexes du JSDF (Fonds japonais pour le développement social) ; membre de l'équipe chargée d'un projet national de protection sociale en faveur des personnes handicapées et des enfants à risque ; chef de l'équipe chargée du don du FDI pour le suivi des programmes de systèmes de protection, l'élaboration et la conduite d'une étude spécifique (Bangladesh) ; membre de l'équipe chargée du projet sur le développement humain intégré (Maldives).

- **Activités d'analyse et de conseil** : chef de l'équipe chargée du rapport sur les systèmes de protection (Pakistan) ; élaboration d'une étude spécifique sur les systèmes de protection, organisation d'ateliers d'envergure, contacts avec les donateurs et sécurisation de financements. Participation à plusieurs rapports du réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique (PREM) et du réseau Finances et développement du secteur privé (FPD) portant sur la pauvreté, la protection sociale et le travail. Fourniture d'une assistance au gouvernement pour l'élaboration de la stratégie nationale en matière de protection sociale. Chef de l'équipe chargée de la collecte de rapports et d'études sur la protection sociale (Maldives) ; travaux sur les enseignements tirés de l'expérience en matière de protection sociale et de catastrophes naturelles (niveau régional) ; conduite du bilan sur le marché du travail régional et participation à l'analyse des marchés du travail du Pakistan et de Sri Lanka.

- **Réponse aux catastrophes naturelles** : membre des équipes d'intervention constituées pour le tsunami aux Maldives et le tremblement de terre au Pakistan.

Programme des jeunes cadres, 2002-2003

- Unité des politiques pour les secteurs du pétrole et du gaz, travaux sur l'utilisation de combustibles par les ménages et la commutation de combustibles, ainsi que sur la gestion des revenus pétroliers.

- PREM Asie du Sud, participation à des rapports sur la pauvreté, le ciblage et les marchés du travail à Sri Lanka et au Pakistan.

Expérience universitaire et de conseil avant l'entrée à la Banque mondiale

- *Professeur associé en économie du développement,* Institut d'économie, Université de Copenhague, 2000–2002. Enseignement de l'économie du développement aux étudiants de master et de licence ; supervision d'un grand nombre de mémoires de master ; recherches sur la pauvreté et les inégalités. Ce poste m'a permis d'approfondir ma connaissance de l'enseignement, du mentorat et de l'économétrie appliquée avec le logiciel STATA.

- *Professeur adjoint à la recherche* en économie du développement, Institut d'économie, Université de Copenhague, 1999–2000. Mes travaux de recherche étaient axés sur les institutions et politiques de gestion des ressources naturelles, notamment les forêts, et s'appuyaient en grande partie sur les données d'une étude réalisée auprès des ménages.

- *Consultant* (économie de l'environnement), unité de planification économique, secrétariat du Premier Ministre de Malaisie, pour la société NIRAS, janvier-mars 1999. Mise en place et conduite de formations sur les instruments économiques pour la gestion environnementale en Malaisie.

Formation

- Ph.D. (*équivalent français : doctorat*), économie du développement, Université de Copenhague (Danemark), 1998. Microéconomie du développement et gestion des ressources naturelles. Collecte indépendante de données sur les institutions de gestion forestière en Inde.
- M.Sc. (*équivalent français : master*), économie, Université de Copenhague, spécialité Économie du développement, 1995.
- M.Sc., économie quantitative du développement, Université de Warwick (Royaume-Uni), 1994.

Publications

Publications soumises à un examen collégial

Climate-Responsive Social Protection, forthcoming in *Development Policy Review* (with Anne T. Kuriakose, William Wiseman, Cecilia Costella, Rachel Cipryk and Sabine Cornelius).

Coping and resilience during the food, fuel, and financial crises (with Naomi Hossain, Anna Reva, and Carolyn Turk). *Journal of Development Studies, May 2013*.

Living through Crises: How the Food, Fuel, and Financial Shocks Affect the Poor, (edited with Naomi Hossain and Anna Reva), World Bank New Frontiers of Social Policy 2012.

Greening China's Rural Energy: New Insights on the Potential of Smallholder Biogas, *Environment and Development Economics* 2013 (with Luc Christiaensen).

Anatomy of coping: Evidence from people living through the crises of 2008-11, (with Naomi Hossain, Anna Reva, and Carolyn Turk), *World Bank Policy Research Working Paper 5957*.

Community-based Adaptation: Lessons from the Development Marketplace 2009 on Adaptation to Climate Change, *Climate Policy* 11(2011) (with Habiba Gitay and Radhika Prabhu).

Addressing Human Vulnerability to Climate Change: Toward a 'No Regrets' Approach, *Global Environmental Change,*2009 (with Paul Siegel and Steen Jorgensen).

Shocks, Coping, and Outcomes for Pakistan's Poor: Health Risks Predominate, *Journal of Development Studies,* 2009 (with Niels Lund).

Natural Resources and the Poor. Introduction to a special volume of the *Journal of Natural Resources Policy Research* edited by Rasmus Heltberg. January 2010.

Malnutrition, Poverty, and Economic Growth, *Health Economics,* 2009.

Social Policies for Adaptation to Climate Change, in "*Social Dimensions of Climate Change: equity and vulnerability in a warming world*" (edited by R. Mearns and A. Norton), World Bank Frontiers of Social Development 2010 (with Paul Siegel and Steen Jorgensen).

Sri Lanka: Unemployment, Job Security, and Labour Market Reform, *The Peradeniya Journal of Economics* 2008, (with Milan Vodopivec).

Helping South Asia Cope Better with Natural Disasters: The Role of Social Protection, *Development Policy Review*, 2007.

Factors determining Household Fuel use in Guatemala, *Environment and Development Economics,* 2005.

The Growth Elasticity of Poverty, in *Growth, Inequality, and Poverty: Prospects for Pro-poor Economic Development,* OUP, 2005.

Fuel switching: Evidence From Eight Developing Countries, *Energy Economics*, 2004.

Public Spending and Poverty in Mozambique, in *Debt Relief for Poor Countries,* Palgrave Macmillan, 2004 (with K. Simler and F. Tarp) (also published as IFPRI FCND Discussion Paper 167).

The Robustness of Poverty Lines Reconsidered, *Economic Development and Cultural Change,* 2002 (with K. Simler, C. Matusse, G. Dava and F. Tarp).

Agricultural Supply Response and Poverty, *Food Policy*, 2002 (with Finn Tarp).

Property Rights and Natural Resource Management in the Developing Countries, *Journal of Economic Surveys*, 2002.

Determinants and Impact of Local Institutions for Common Resource Management, *Environment and Development Economics, 2001.*

Fuelwood Consumption and Forest Degradation: A Household Model for Domestic Energy Substitution in Rural India, *Land Economics,* May 2000 (with Channing Arndt, and Nagothu U. Sekhar).

Rural Market Failures and the Farm Size - Productivity Relationship: Evidence from Pakistan, *World Development*, 1998.

Rapports et articles pour la Banque mondiale

Climate-Responsive Social Protection: Background Paper for the World Bank's New Social Protection Strategy (with co-authors).

Guidance Note: Incorporating Social Dimensions in the Infrastructure Recovery and Assets Platform

Approach Paper and Learning Note for India National Rural Livelihoods Mission on SP, food security,

and nutrition.

Mapping vulnerability to climate change, World Bank Policy Research Report 5554 and also chapter in ECA PREM report on poverty and distributional implications of climate change in Tajikistan. http://go.worldbank.org/V5K3JBDCQ0

Social Protection in Tajikistan (policy note and chapter in Poverty Assessment)

Armenia Public Expenditure Review: A Note on Social Transfers (policy note and chapter in PER)

Scaling Up Social Accountability in World Bank Operations, SDV Note May 2009 (with Sanjay Agarwal and Myrtle Diachok)

Targeting and Poverty Impact of Bulgaria's Social Protection Programs (policy note)

Social Protection in Pakistan (formal ESW)

Social Protection in Maldives: Options for Reforming Pensions and Safety Nets (formal ESW)

Project Appraisal Document for Pakistan Earthquake Disability Project

Helping South Asia Cope Better With Natural Disasters (SASHD Discussion Paper)

Punjab Poverty and Labor Markets (input to formal ESW)

Poverty and Employment in NWFP (input to formal ESW)

Labor Markets in South Asia (Stocktaking report)

Sri Lanka Labor Market study

Guatemala: Household Fuel use and Fuel Switching, ESMAP Technical Paper

Toward Better Revenue Management in Nigeria, COCPO

Fuel Switching Reconsidered: A Multicountry Study, ESMAP Technical Paper

Activités de diffusion d'informations (sélection)

- Différents blogs, principalement à l'adresse blogs.worldbank.org
- Nombreux exposés dans le cadre de conférences et d'activités d'apprentissage
- *The World Bank's Experience with Cash Support in Some Recent Natural Disasters*, Humanitarian Exchange Magazine (40) 2008, ODI.
- Nombreux exposés dans le cadre d'ateliers et travaux de diffusion d'informations en danois.
- Participation à l'examen collégial pour les revues *World Development, Journal of Development Studies, Economic Development and Cultural Change, Environment and Development Economics, Energy Economics,* etc.

Connaissances linguistiques et expérience internationale

Anglais (courant), espagnol (intermédiaire supérieur), danois (langue maternelle) et français (connaissance suffisante).

J'ai mené des travaux en Arménie (un séjour), au Bangladesh (deux séjours), en Chine (un séjour), en Inde (plusieurs séjours allant jusqu'à trois mois), au Kenya (un séjour), en Malaisie (trois mois), aux Maldives (quatre séjours), au Mexique (un séjour), au Mozambique (quatre séjours), au Pakistan (16 séjours), à Sri Lanka (deux séjours), au Tadjikistan (deux séjours) et en Tanzanie (deux séjours) ; ainsi qu'avec les gouvernements du Danemark, de la Finlande et de la Norvège, et avec le Royaume-Uni.

CURRICULUM VITÆ

Karen Elizabeth Mundy

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : Karen Elizabeth Mundy
Nationalité : Canadienne
Téléphone : 416-465-3614 (domicile) ; 416-831-2476 (mobile)
Adresse permanente : 174, Gough Avenue, Toronto (Ontario) CANADA M4K 3P1
Courriel : Karen.mundy@utoronto.ca

POSTES ACTUELS

Professeure et doyenne adjointe, *Research, International and Innovation*
Ontario Institute for Studies in Education, Université de Toronto, Canada

Présidente élue, *Comparative and International Education Society* (É.-U.)

PRINCIPALES RÉALISATIONS PROFESSIONNELLES

- Universitaire primée qui cumule 17 années d'expérience en recherches publiées.
- Experte reconnue sur le thème de l'éducation pour tous et sur le rôle des organisations internationales et non gouvernementales dans la concrétisation de cet objectif.
- Administratrice expérimentée possédant des compétences essentielles en formation d'équipes, en levée de dons, en mobilisation du savoir et en planification stratégique axée sur le changement organisationnel.
- Conférencière accomplie disposant d'un vaste réseau de contacts dans le domaine du développement international et dans le secteur caritatif.
- Évaluatrice de programme expérimentée, y compris pour les projets et les organisations de grande envergure. Exemples : examen du portefeuille de projets de la Banque mondiale sur l'éducation en Afrique ; examen de huit études de cas visant les programmes de la Hewlett Foundation ; évaluation du programme *Child to Child* de l'UNICEF en Éthiopie ; examen des programmes de réforme de l'éducation mis en œuvre par USAID en Afrique.

PARCOURS PROFESSIONNEL

2012-aujourd'hui Professeure et doyenne adjointe, *Research, International and Innovation*
Ontario Institute for Studies in Education, Université de Toronto, Canada
252, rue Bloor Ouest, Toronto (ON) Canada M5S 1V6

Diriger des initiatives d'administration et de recherche stratégique et des programmes internationaux, notamment en supervisant toutes les activités de recherche et de perfectionnement professionnel et les activités contractuelles.

Membre de l'équipe de direction stratégique d'une faculté d'éducation comprenant 125 postes d'enseignement menant à la permanence et dotée d'un budget annuel totalisant 90 millions de dollars.

2012 (janvier-juillet) Présidente intérimaire, Département d'andragogie et de la psychologie du counselling, *Ontario Institute for Studies in Education*

2002- 2012	Professeure agrégée et Chaire de recherche du Canada Directrice, Programme conjoint d'études en éducation comparative, en éducation internationale et en éducation du développement *Ontario Institute for Studies in Education*, Université de Toronto [affectation multiple, Université de Toronto, *Munk School of Global Affairs*]
1996-2002	Professeure adjointe, Éducation internationale et comparative *Stanford University School of Education*, Université Stanford, Californie
2010-aujourd'hui (2004-2008)	Présidente fondatrice, Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation (ACCMÉ) L'ACCMÉ est un réseau canadien de 22 ONG, universités et syndicats d'enseignants qui appuie la recherche et le dialogue stratégique sur l'éducation pour tous. http://www.campaignforeducationcanada.org/
1995-aujourd'hui	Consultante en recherche et en évaluation

ÉTUDES

1996	**Doctorat en philosophie, sociologie de l'éducation et éducation comparative** *Ontario Institute for Studies in Education* (OISE), Université de Toronto
1992	**M.A. en andragogie** **(spécialisation en éducation comparative)** OISE, Université de Toronto
1985	**B.A. spécialisé, anglais et histoire** Université Concordia, Montréal, Canada

RECHERCHES PARRAINÉES et PROJETS D'ÉVALUATION

Mundy, K. (2013- in progress). Evaluation of UNICEF's Ethiopia Child to Child Program.

Mundy, K. (2012- 2017). Impact Evaluation of DFID's Results Based Aid to Education program, Ethiopia (: Technical Lead, Aid Architecture and Process Evaluation) – Cambridge Education.

Mundy, K. and F. Menashy. (2012 – completed)). *Unfortunately Necessary or Inherently Desirable? – Understanding the World Bank's Approach to Private Participation in Education*. Open Society Foundations.

- Projet de recherche financé par l'Open Society Institute.
- Examen et analyse des politiques, des recherches et des portefeuilles de projets de la Banque mondiale en éducation – y compris les travaux de l'International Finance Corporation.

Mundy, K. (2009-2010 – completed). *Appraisal of the Hewlett-Gates Foundation Support for Advocacy for Quality Basic Education in Developing Countrie*s. Flora and William Hewlett Foundation, Palo Alto California.

- Évaluation du soutien apporté par la fondation Hewlett à la promotion de l'éducation pour tous à l'échelle mondiale et nationale.
- Dirigé une équipe de six chercheurs ayant réalisé huit produits de recherche, dont une évaluation de la Campagne mondiale pour l'éducation, et cinq études de cas sur l'incidence et les perspectives d'avenir de la promotion de l'éducation pour tous aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Mali et en Ouganda.

Kerr, K. and K. Mundy**.** (Completed November 2010). *Improving Access and Quality of Basic Education through Aid Effective Approaches*. Canadian International Development Agency.

Rédigé un rapport d'examen du contexte (29 pages) et cinq documents d'orientation à l'intention du personnel du secteur de l'éducation de l'Agence canadienne pour le développement international.

Frederiksen, B, B. Herz and K. Mundy. (February 2010). *Africa Education Quality Enhancement Review*. World Bank Africa Education Sector and the World Bank Education Anchor Unit, Human Development Network. (32 pages).

- Membre d'une commission qui a interrogé plus de 50 représentants clés de la Banque mondiale et penseurs influents de l'éducation en Afrique ; passé en revue les portefeuilles de recherches de la Banque mondiale sur l'éducation et l'emprunt en Afrique.
- Dirigé la préparation et la rédaction, pour la Banque mondiale, d'un rapport final résumant les réalisations antérieures de la Banque dans le secteur de l'éducation en Afrique ainsi que les principaux catalyseurs et occasions favorables pour l'avenir.

Mundy, K. (January 2010). *Canadian aid to education in conflict affected and fragile states*. Background Paper. UNESCO EFA Global Education Monitoring Report 2010: Reaching the Marginalized. Available online at: http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001866/186609e.pdf (48 pages).

- Mundy, K. (September 2009). *Africa Education Portfolio Re*view. World Bank Africa Education Sector and the World Bank Education Anchor Unit, Human Development Network, Washington D.C., September 2009. (45 pages).Mené des recherches et préparé une étude exhaustive sur les activités de la Banque mondiale dans le secteur de l'éducation en Afrique entre 2000 et 2009. Cette étude comprenait une analyse des tendances géographiques et sub-sectorielles en ce qui a trait à l'emprunt, à la recherche et à la formulation des politiques.

- Cette étude a servi de document fondamental de la planification stratégique dans la région/le secteur.

Mundy, K. (January 2009). *Civil Society and its Role in the Achievement and Governance of Education For All*. Background Paper prepared for the UNESCO EFA Global Monitoring Report 2009: Overcoming Inequality – Why Governance Matters. (32 pages). Available online at: http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001780/178020e.pdf

Mundy K. (September 2006 to December 2008). Civil Society, Basic Education and the New Aid Architecture: Lessons from Burkina Faso, Kenya, Mali and Tanzania. Canadian International Development Agency and the International Development Research Centre. (Final report: 68 pages).

- Dirigé une équipe de six chercheurs ayant mené des études de cas sur les rôles des politiques de la société civile dans le sous-secteur de l'éducation de base (les chercheurs ont consulté des syndicats, des associations de parents, des ONG, des associations de citoyens et des groupes religieux).

- Ces recherches ont engendré quatre études indépendantes, trois monographies publiées et deux thèses de maîtrise, disponibles en ligne : **http://cide.oise.utoronto.ca/civil_society/**.

Mundy, K. (August 2006-December 2007). Charting Global Education in Canadian Elementary Schools: Provincial, District and School Level Perspectives. Unicef Canada. (Final report 62 pages).

- Dirigé une équipe de neuf chercheurs ayant étudié les politiques et les pratiques d'éducation à la citoyenneté mondiale au niveau des écoles, des districts scolaires et des réseaux d'éducation provinciaux. Le rapport final, publié en anglais et en français, demeure la référence la plus souvent citée sur cette question au Canada.

PUBLICATIONS

1. Articles de revue (choisis)

Mundy, K. & F. Menashy. (2013). Investing in private education for poverty alleviation: The case of the World Bank's International Finance Corporation. *The International Journal of Educational Development*.. http://dx.doi.org/10.1016/j.ijedudev.2012.06.005

Mundy, K. (January 2011). 全球治理与教育变革：国际与跨国教育政策过程研究的重要性 (Global Governance and Educational Change: The Importance of Research on Transnational and International Policy Processes in Education). *Peking University Education Review*, January 10, 2011, pp. 137-152.

Mundy, K. & Haggerty, M. (January 2010). "Civil society actors and the state in the achievement of Education for All – Lesson from Kenya, Tanzania, Mali and Burkina Faso." Special Issue on State/non-state relationships in achieving Education for All, Pauline Rose, guest editor. *Development In Practice*. Volume 20(4-5), pp. 484-497.

A. Benavot, D. Archer, S. Mosely, K.Mundy, F. Phiri, L. Steer, D. Wiking. (2010). International Aid to Education: Moderated Discussion. *Comparative Education Review* 54(1): pp. 105-124.

McGinty, S and K. Mundy. (2009). HIV/AIDS educators: The challenges and issues for Namibian bachelor of education students. *Teaching and Teacher Education* 25 (2009) 141–148.

Mundy, K. & Manion, C. (2008). Global Education in Canadian Elementary Schools: An Exploratory Study. *Canadian Journal of Education* 31, 4 (2008): 941 - 974..

Mundy, K. (2008). From NGOs to CSOs: Social Citizenship, Civil Society and "Education for All" – An Agenda for Further Research. *Current Issues in Comparative Education* 10(2), [*Refereed online journal from Teachers' College, Columbia University*], available *at* http://www.tc.columbia.edu/cice/.

Mundy, K. (2007). Global Governance, Educational Change. *Comparative Education,* 43(3), 39-58.

Mundy, K. (2007). Global Misgovernance? Unesco's Global Action Plan. *Comparative Education Review, 51*(2), 229-245.

Mundy K. (2006). Education for All and the New Development Compact. *International Review of Education, 52*, pp. 5223-5248.

Mundy, K. & Iga, M. (2003). Hegemonic Exceptionalism and Legitimating Bet-Hedging: Making Sense of the American and Japanese Approaches to the Liberalization of Educational Services. *Globalisation, Societies, Education*, 1(3), 281-297

Mundy, K. (2002). Education in a Reformed World Bank. *International Journal of Educational Development,* 22(5), 483-508.

Mundy, K., & L. Murphy. (2001). Transnational Advocacy, Global Civil Society: Emerging Evidence from the Field of Education. *Comparative Education Review,* 45(1), 85-126.

2. Livres et monographies (* = à comité de lecture)

*Green, A, Mundy, K. and B.Lingard, eds. (under contract). *Global Education Policy Handbook*. In the book series "Handbooks of Global Policy," David Held, Series Editor. Wiley Blackwell and Polity Press.

* Mundy, K. (under contract). *Engaging Civil Society in the Education Sector: Issues for Policy-Makers and Planners*. Paris: UNESCO International Institute for Educational Planning.

Mundy K. and Qiang Zha, eds. (2012). *Education and Global Cultural Dialogue: Essays in Honour of Professor Ruth Hayhoe*. Palgrave MacMillan. **324 pp.**

* Robertson, S., K. Mundy, A. Verger & F. Menashy (Eds.) (2012). *Public Private Partnerships in Education: New Actors and Modes of Governance in a Globaliziing World.* London: Edward Elgar.

* Mundy, K. and S. Dryden Peterson, eds. (2011). *Education in Conflict: Essays in Honour of Jackie Kirk*. New York: Teachers College Press.

* Mundy, K. Bickmore, K., Hayhoe, R., Madden, M., & Madjidi, K. (Eds.). (2008). *Comparative Education: Issues for Teachers.* New York & Toronto: Teachers College Press & Canadian Scholars Press. *(reprinted and translated: Mundy, K. Bickmore, K., Hayhoe, R., Madden, M., & Madjidi, K. (Eds.). (2009). "Bijiao yu Guoji jiaoyu daolun: Jiaoshi Mianlin de wenti." Beijing: Jiaoyu kexue chubanshe (Education Science Press).

*Moulton, J., Mundy, K., Welmond, M., & Williams, J. (2002). *Education Reforms in Sub-Saharan Africa: Paradigm Lost?* Westport: Greenwood Press. [Co-authored book].

3. Chapitres d'ouvrage à comité de lecture (choisis)

Mundy, K. & F. Menashy (2012). "The World Bank, the International Finance Corporation, and private sector participation in basic education: Examining the Education Sector Strategy 2020." In A. Wiseman & C. Collins (Eds.) *Education Strategy in the Developing World: A Conversation about the World Bank's Education Policy Development and Revision.* Bingley, UK: Emerald Publishing, p. 111-113.

Mundy, K. (2012). "The Global Campaign for Education and the Realization of "Education for All." In Verger, A. and M. Novelli (eds). 2012. *Campaigning For 'Education For All': Histories, Strategies and Outcomes of Transnational Social Movements in Education.* Sense, Rotterdam.

Mundy, K. (2010). Education for All and the Global Governors. In M. Finnemore, D. Avant and S. Sell, Eds. *Who Governs the Globe?* Cambridge: Cambridge University Press.

Mundy, K. and M. Madden. (2009). UNESCO and Higher Education. A. Almanado & R. M. Basset, *International Organizations and Higher Education Policy: Thinking Globally and Acting Locally*? International Studies in Higher Education Series. New York: Taylor and Francis, pp. 46-63.

Mundy, K., (with M. Ghali). (2009). International and Transnational Policy Actors in Education: A Review of the Research. In D. Plank, G. Sykes and B. Schneider, Eds., *Handbook on Educational Policy Research.* The American Education Research Association & Routledge Press, pp. 717-734.

Mundy, K. (2008). Global Politics and Local Realities in the Realization of the Universal Right to Education. In S. Moore & R. Mitchell (Eds.), *Power, Pedagogy and Praxis: Social Justice in the Globalized Classroom*. Rotterdam: Sense Press.

Mundy, K. (2008). Education for All and the Comparative Sociology of Schooling. Chapter 3, in K. Mundy, K. Bickmore R. Hayhoe, M. Madden & K. Madjidi (Eds.), *Comparative Education: Issues for Teachers*. New York and Toronto: Teachers College Press & Canadian Scholars Press.

Mundy, K. & Farrell, J. (2008). International Student Assessment. Chapter 10, in K. Mundy, K. Bickmore R. Hayhoe, M. Madden & K. Madjidi (Eds.), *Comparative Education: Issues for Teachers.* New York and Toronto: Teachers College Press & Canadian Scholars Press

5. Rapports techniques, mémoires d'orientation et évaluations choisis

Mundy, K. & F. Menashy. (2012). *World Bank and the Private Provision of K-12 Education: History, Policies, Practices.* Working Paper No. 40. Education Support Program of the Open Society Foundations. http://www.periglobal.org/sites/periglobal.org/files/WB_Private_Provision_K-12_%28Mundy&Menashy%29.pdf

Mundy, K., with F. Menashy. January 2012. *Organizational Hypocrosies: The Case of the World Bank and the Private Provision of Schooling*. Welfare Societies Working Paper No. 4. Welfare Societies Research Network, University of Breman. 20 pages. http://welfare-societies.com/uploads/file/WelfareSocietiesWorkingPaper-No4_Mundy.pdf?PHPSESSID=0bf8a3a1a0fc0fc5ab1e96ce6862e0ae

Mundy, K. (November 2010). *An Appraisal of the Hewlett Foundation's Grant-Making for Civil Society Initiated Advocacy under its Quality Basic Education in Developing Countries Program: Final*

Integrated Report. Palo Alto CA: Hewlett Foundation. 38 pages.
Mundy, K. and Haggerty, M. (September 2010). *The Global Campaign for Education, January 2008 to February 2010: A Review*. Palo Alto CA: Hewlett Foundation.97 pages
Mundy, K. and Stalker, C. (2010, May). *Uganda Case Study: Hewlett Foundation Advocacy Appraisal for Quality Education*. Palo Alto CA: Hewlett Foundation. 45 pages
Mundy, K. and Manion, C. (2010, July). *A Review of U.S. Based Civil Society Advocacy for Quality Basic Education in Developing Countries*. Palo Alto CA: Hewlett Foundation. 63 pages.
Mundy, K and the Canadian Global Campaign for Education. 2010. "The ODA Accountability Act and the Right to Education: Implications for Canadian Aid to Education." In B. Tomlinson ed., *A Time to Act: Implementing the Canadian ODA Accountability Act, A Canadian CSO Agenda for Reform*. Ottawa: Canadian Council for International Cooperation. http://www.ccic.ca/_files/en/what_we_do/002_aid_2010_05_a_time_to_act_e.pdf
Kerr, K and K. Mundy. November 2010. *Improving Access and Quality of Basic Education through Aid Effective Approaches*. Technical Report prepared for the Canadian International Development Agency. 32 pages.
Kerr, K. and K. Mundy. November 2010. *Tip Sheets on Aid Effectiveness for Quality Basic Education*. Programming Tools Developed for the Canadian International Development Agency.
Mundy, K. 2009. *Portfolio Review of the World Bank's Africa Education Sector Activities, 2000-2009*. Technical report prepared for the World Bank, November 2009. 45 pages.
Mundy, K. & Murphy, L. (2002, September). *New Roles of INGOs in the Education for All Movement.* Assessment for the Unesco High Level Working Group on Basic Education. Paris: Unesco.
Moulton, J., Mundy, K., Welmond, L. & Williams, J. (1999). *The Implementation of Systemic Educational Reforms in Africa: Comparing Malawi, Uganda and Benin and Ethiopia.* Implementation study carried out for the United States Agency for International Development.
Mundy, K. (1999, July). *CIDA and Education: the Challenge of a New Direction.* Paper prepared for the Policy Branch of the Canadian International Development Agency, July 23, 1999.
Mundy, K. & Kittle, B. (1997, February). *Zimbabwe School Health and Nutrition Assessment*. Technical Report prepared for the Education Development Council and the Zimbabwe Ministries of Health and Education.

ENSEIGNEMENT (ÉTUDES SUPÉRIEURES)

∗ Gouvernance mondiale et changement éducationnel
∗ Introduction à l'éducation internationale, à l'éducation comparative et à l'éducation au développement
∗ Stage en éducation comparative, éducation internationale et éducation au développement
∗ Aspects politiques de la coopération internationale en éducation
∗ Atelier sur les politiques internationales en éducation
∗ Aspects politiques de l'éducation dans une perspective comparative
∗ Changement éducationnel en Afrique : Dimensions historiques, sociologiques et politiques

ENCADREMENT ET SUPERVISION D'ÉTUDIANTS AUX CYCLES SUPÉRIEURS

Thèses de doctorat terminées : 9
Thèses de M.A. terminées : 36

RÉDACTION

Membre de comité de rédaction :

- *International Journal of Educational Development*
- *Compare* (British Comparative and International Education Society).
- *Globalization, Societies, Education*
- *American Journal of Educational Research* (2002-2005).

- *Southern African Review of Education*. Revue de la Southern African Comparative and History of Education Society (SACHES). (2000-2003).

Rédactrice de série : *Education, Economic Competitiveness and Social Cohesion* [Avec A. Green et L. Earl du *London Institute of Education*.] Palgrave MacMillan Press.

Réviseure régulière pour : *Comparative Education Review ; Compare ; Review of International Political Economy ; Canadian Journal of Education ; Globalization. Societies, Education ; American Journal of Educational Research ; International Journal of Educational Development* ; *Oxford University Press*

Curriculum Vitae

MOSES O. OKETCH, Bachelor of Education (B.Ed.) avec mention, Master of Science (M.S.), Doctor of Philosophy (PhD).

ADRESSE (professionnelle)
Moses O. Oketch, PhD
Institute of Education
University of London
20 Bedford Way, Londres
WC1H 0AL
Royaume-Uni

Téléphone : +44 (0) 20 3073 8314
Télécopie : +44 (0) 20 7612 6632
Mobile : +44(0)7725620434
Courriel : m.oketch@ioe.ac.uk ou oketch2002@yahoo.com

FORMATION

Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, **Ph.D.** (*équivalent français : doctorat*), spécialité Économie de l'éducation, 2002

Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, **M.S.** (*équivalent français : master*), spécialité Économie de l'éducation, 1999

Université de Nairobi, **B.Ed**. (*équivalent français : licence*) avec mention, 1995

EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE ET AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

- Directeur de recherche, centre de recherche sur la population et la santé en Afrique (African Population and Health Research Center – APHRC), Nairobi (Kenya), depuis le 1er décembre 2012.
- Université de Pennsylvanie (Penn) : professeur invité, 12 mars 2012 – 15 juillet 2012.
- Institut d'éducation, Université de Londres : maître de conférences en planification de l'éducation et développement international, depuis octobre 2010.
- Institut d'éducation, Université de Londres : chargé d'enseignement principal en planification de l'éducation et développement international, août 2007 – septembre 2010.

- Institut d'éducation, Université de Londres : chargé d'enseignement en planification de l'éducation et développement international, janvier 2004 – juillet 2007.
- Institut d'éducation, Université de Londres : responsable du master Planification de l'éducation, économie et développement international, depuis 2004.
- Institut d'éducation, Université de Londres : responsable du module Planification pour l'éducation et développement, depuis 2004 (enseignement direct et en ligne).
- Université Vanderbilt, Peabody College : professeur adjoint à la recherche en politiques publiques et éducation, août 2002 – décembre 2003.
- Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, département d'études sur les politiques de l'éducation : assistant de recherche/d'enseignement diplômé, janvier 1998 – juillet 2002.
- Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, bureau du budget et de la planification des ressources, bureau du doyen, Faculté d'éducation : assistant diplômé, 2000 – 2002 (uniquement pendant l'été).
- Université de Nairobi, Faculté d'éducation : assistant administratif, bureau du directeur, 1996/1997.
- École secondaire Minyenya : enseignant, 1996.
- Orbit Freighters Ltd., Nairobi : ressources humaines, 1995/1996.
- République du Kenya, projet financé par la Banque mondiale : adjoint à la recherche, juin – août 1995.
- Lycée Lenana, Nairobi : enseignant stagiaire, mai – août 1994.
- École secondaire Kwoyo : enseignant vacataire, janvier – juillet 1993.

Autres expériences universitaires/de recherche

- Professeur auxiliaire titulaire, Université de Pennsylvanie (Penn), depuis avril 2013
- Chercheur principal et chargé de programme, programme de recherche sur l'éducation, APHRC, Nairobi (Kenya), juillet 2008 – août 2011.
- Chercheur principal (économie de l'éducation), centre de développement international de Londres (London International Development Centre – LIDC), depuis 2008.
- Chercheur universitaire (économie de l'éducation), centre pour l'apprentissage et les chances de réussite dans les économies et sociétés du savoir (Center for Learning and Life Chances in Knowledge Economies and Societies – LLAKES), Londres, depuis 2008.
- Chercheur (planification de l'éducation), consortium pour la recherche sur l'accès à l'éducation et les transitions dans l'éducation (Consortium for Research on Educational Access, and Transition – CREATE), Université du Sussex, 2006 – 2011.

DOMAINES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

- Mes domaines de recherche sont l'économie de l'éducation et l'analyse des politiques d'éducation en Afrique subsaharienne. Mes travaux de rédaction et de recherche portent plus spécifiquement sur l'évaluation de l'apport de l'éducation aux individus, à l'aide de profils de gains et de taux de rendement, d'externalités et d'autres avantages non commerciaux ; sur le financement de l'éducation, l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement ; sur le perfectionnement des compétences et les enjeux de l'enseignement professionnel ; ainsi que sur les déterminants de la croissance économique en Afrique subsaharienne au regard de l'éducation et des autres facteurs de croissance. J'ai récemment mené des travaux de rédaction et d'analyse sur le recours aux écoles privées par les populations pauvres et sur les possibilités d'apprentissage dans les écoles, en vue de comprendre les différences d'efficacité qui existent entre les écoles au Kenya. J'ai également appliqué la méthode de l'essai contrôlé randomisé dans le cadre de l'étude des interventions susceptibles d'améliorer les résultats de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul au début du cycle d'enseignement primaire en Afrique de l'Est.

RECHERCHE – PUBLICATIONS

Ouvrages publiés

Oketch, M. (2012), (Ed). *Interrogating access and learning in Kenyan schools: Empirical analysis,* London Review of Education (Special issue), Vol. 10. No. 1 ISSN 1474-8460

Moses Oketch and Moses W. Ngware (Eds.) (2012). Urbanization and Education in East Africa, African Population and Health Research Center, Nairobi (ISBN-978-9966-21-175-0). Published by the African Population and Health Research Center, Nairobi, Kenya.

Unterhalter, E., and **Oketch, M. O.** (2009), (Eds.) *The international in higher education: Dichotomies and diversity,* London Review of Education (Special Issue),. Vol. 7.1. ISSN 1474-8460, Institute of Education, University of London Press.

Amutabi, M. N., and **Oketch, M. O.** (Eds.) (2009) *Studies in Lifelong Learning in Africa,* The Edwin Mellen Press, New York (ISBN- 13: 978-0-7734-4757-8 or 10:0-7734-4757-1).

Sélection de publications d'érudition dans des revues pratiquant l'examen collégial

Oketch, M., Ngware, M., Mutisya, M., Admassu, K., Abuya, B., Musyoka, P. (Forthcoming) "When to Randomize: Lessons from an Independent Impact Evaluation of Reading to Learn (RTL) in Kenya and Uganda" *Peabody Journal of Education*

McMahon, W.W. and **Oketch, M.** (2013). Education's effects on Individual's Life Chances and Development: An Overview, *British Journal of Educational Studies*, Vol 61, No. 1, pp. 79-107

Oketch, M., Mutisya, M., Sagwe, J. (2012). Parental aspirations for their children's educational attainment and the realization of universal primary education (UPE) in Kenya: Evidence from slum and non-slum residences. *International Journal of Educational Development*, Vol. 32, pp 764-772

Abuya, B., **Oketch, M**., Musyoka, P. (2012). Why do pupils dropout when education is "free"? Explaining school dropout among urban poor in Nairobi. *Compare: A Journal of Comparative and International Education*, 2012, 1-23 iFirst Article

Ngware, M., **Oketch, M.** Ezeh, A.C., Mutisya, M. & Epari, C. (2012), Assessing the impact of free primary education using retrospective and prospective data: Lessons from the Nairobi case study. *International Journal of Research and Method in education,* Vol. 35, No. 1, pp 71-92.

Oketch M. (2012). Interrogating access and learning in Kenyan schools: empirical analysis- EDITORIAL for the sub-special issue, *London Review of Education,* 10:1, 1-2

Oketch M., Mutisy M. Sagwe, J. (2012). Do poverty dynamics explain the shift to informal private schooling system in the wake of free public primary education in Nairobi slums? *London Review of Education,* 10:1, 3-17

Oketch, M., Mutisya, M., Ngware, M., Ezeh, A. C & Epari, C. (2010). Free primary education policy and pupil school mobility in Urban Kenya, *International Journal of Educational Research*, 49, 173-183

Epari, C., **Oketch, M.,** Mutisya, M., Ngware, M., Ezeh, A. C (2011) Factors Associated With Low Achievement Among Students From Nairobi's Urban Informal Neighborhoods, *Urban Education*, 46:5,1056-1077

Oketch M and Ngware M. (2010). Free primary education still excludes the poorest of the poor in urban Kenya, *Development in Practice,* 20: 4-5, 603-610

Oketch, M., Mutisya, M., Ngware, M. and Ezeh, A.C. (2010). Why are there proportionately more poor pupils enrolled in non-state schools in urban Kenya in spite of FPE policy? *International Journal of Educational Development,* 30:1, 23-32.

Ngware, M., M. Oketch, A. Ezeh, N. Mudege (2009). Do Household Characteristics Matter in Schooling Decisions in Urban Kenya? *Equal Opportunities International*, 28:7,591-608

Oketch, M. (2009). The Tension of Elite vs. Massified Higher Education Systems: How Prospective Students Perceive Public and Private Universities in Kenya, *London Review of Education, 7:1,*17-29

Oketch, M. (2009). Private-public mix in the provision of higher education in East Africa: Stakeholders perceptions, *Compare: A Journal of Comparative and International Education,* 39:1, 21-33.

Turrent, V. and **Oketch M.** (2009). Financing Universal Primary Education: An Analysis of Official Development Assistance in Fragile States. *International Journal of Educational Development,* 29:4, 357-365

Inoue, K. and **Oketch, M.** (2008). Implementing Free Primary Education Policy in Malawi and Ghana: Equity and Efficiency Analysis, *Peabody Journal of Education,* 83:1, 41-70

Rolleston, C. and **Oketch, M.** (2008). Educational Expansion in Ghana: Economic Assumptions and Expectation**,** *International Journal of Educational Development,* 28:3, 320-339

Oketch, M. (2007). To Vocationalise or Not to Vocationalise? Perspectives on Current Trends and Issues in Technical and Vocational Education and Training (TVET) in Africa, *International Journal of Educational Development,* 27:2, 220-234

Oketch, M. O. and Rolleston, R. (2007). Policies on Free Primary and Secondary Education in East Africa: Retrospect and Prospect, *Review of Research in Education,* 31:1, 131-158. American Educational Research Association (AERA) official Journal.

Oketch, M. (2006). Determinants of Human Capital Formation and Economic Growth of African Countries, *Economics of Education Review,* 25:5, 554-564.

Amutabi, M.N. & **Oketch, M. O.** (2003) 'Experimenting in Distance Education: The African Virtual University (AVU) and the Paradox of the World Bank in Kenya.' *International Journal of Educational Development,* 23:1, 57-73

Sélection de chapitres d'ouvrages

Oketch, M. (2012). 'Perspectives on Lifelong Learning in Africa', in D.N. Aspin et al. (eds.), Second International Handbook of Lifelong Learning, Springer International Handbooks of Education *26, DOI 10.1007/978-94-007-2360-3_24*

Oketch, M. (2011). 'Determinants of Human Capital Formation and Economic Growth of African Countries' (reprint), in W.W. McMahon, ed. Education and Development: Major Themes, 4 volume reference work, Routledge Ltd., London, Nov. 2011 at: http://www.taylorandfrancis.com/books/details/9780415582797/.

Oketch, M.O. (2009) 'To Vocationalise or Not to Vocationalise? Perspectives on Current Trends and Issues in Technical and Vocational Education and Training (TVET) in Africa', in Rupert Maclean and David Wilson (Eds.), International Handbook of Education for the Changing World of Work: Bridging Academic and Vocational Learning, Vol.2 of 6, Chapter IV.2, pp. 531-546, UNESCO/UNEVOC and Springer ISBN: 978-1-4020-5280-4 (Adapted from Oketch, M. (2007) with permission, Copyright 2007 by International Journal of Educational Development/Elsevier).

Oketch, M.O., Andy G. and Preston, J. (2009) 'Trends and Issues in Technical and Vocational Education and Training (TVET) across the Globe', in Rupert Maclean and David Wilson (Eds.), International Handbook of Education for the Changing World of Work: Bridging Academic and Vocational Learning, Vol. 6 of 6, Chapter XII.5, pp. 2081-2094, UNESCO/UNEVOC and Springer ISBN: 978-1-4020-5280-4

Oketch, M. O. (2007) 'Promise Unfulfilled: Educational Improvement and Economic Decline in Kenya', in A. Green, A.W. Little, S. Kamat, M. Oketch and E. Vickers (authors), Education and Development in a Global Era: successful strategies for globalization, DFID UK (ISBN: 1 86192 871 8).

Oketch, M. O. and Amutabi, M.N. (2009). 'Introduction', in Amutabi, M. N and Oketch, M. O. (Eds.), Studies in Lifelong Learning in Africa, pp. 1-11, The Edwin Mellen Press, New York (ISBN- 13: 978-0-7734-4757-8 or 10:0-7734-4757-1).

Amutabi, M.N and **Oketch, M. O.** (2009). 'Reflections on the Role of Lifelong Learning in Africa', in Amutabi, M. N and Oketch, M. O. (Eds.), Studies in

Lifelong Learning in Africa, Chapter 1, pp. 13-35, The Edwin Mellen Press, New York (ISBN- 13: 978-0-7734-4757-8 or 10:0-7734-4757-1).

Crowson, R., **Oketch, M. O.** (2004). 'Within-District Service Inequalities in Urban Areas: Political Challenges and Educational Consequences', in Kenneth Wong and Karen Demoss (Eds.), Money, Politics, and Law: Intersections of Conflicting Contexts in the Provision of Educational Opportunity, Year Book of the American Educational Finance Association. pp. 197-212.

Participation à des organisations professionnelles

Membre de la CIES (Comparative and International Education Society) depuis 1998
Membre du UKFIET (U.K. Forum on International Education and Training) depuis 2004
Membre de la Royal Economic Society – 2011
Membre de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (IUSSP) – 2012
Membre du Comité directeur indépendant, Partenariat mondial pour l'éducation, depuis janvier 2013
Membre du Comité scientifique de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) depuis 2012

Pauline Rose
Directrice, Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, UNESCO, Paris
Courriel : p.rose@unesco.org Tél. : + 33 9 51 61 76 44

Titres universitaires

Ph. D. (Études de développement), Université de Sussex (2002).

M. Sc. (Économie) (*avec distinction*)*,* Université de Londres (1993).

B.A. (Honors) Arabe et économie – 2:1 (deuxième classe, première division)*,* Université de Londres (1998).

Principaux postes occupés

2011-aujourd'hui	Directrice, Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, UNESCO, Paris
2008-2011	Analyste principale des politiques, Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, UNESCO, Paris
2007-2008	Chargée de cours en études internationales, Université de Sussex
	Présidente, *Sussex Development Studies Consortium*
	Directrice adjointe, *Centre for International Education*
2005-2007	Conférencière principale en études internationales, Université de Sussex
2002-2004	Conférencière en études internationales, Université de Sussex
2001-2002	Conférencière en éducation et développement, *School of Development Studies*, Université d'East Anglia*.*

Expertise et expérience

- Économie de l'éducation, du développement social et des politiques publiques. Domaines d'intérêt :
  - Financement et gouvernance de l'éducation
  - Marginalisation et inégalité dans l'éducation : genre et pauvreté
  - Éducation, conflit et États fragiles.
- Analyse et évaluation des politiques des gouvernements nationaux et des organismes d'aide.
- Application sur le terrain d'approches quantitatives et qualitatives en Afrique subsaharienne, en particulier en Éthiopie, au Malawi, au Nigeria, en Ouganda et en Zambie, de même qu'en Asie du Sud, notamment au Bangladesh, en Inde et au Pakistan.
- Gestion de grandes équipes interdisciplinaires.
- Diffusion de politiques basées sur des données probantes aux responsables de la formulation des politiques et aux ONG.

Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous

Directrice :

2013/14 Education for All Global Monitoring Report: Teaching and Learning [under preparation]

2012 Education for All Global Monitoring Report: Youth and Skills: Putting Education to Work

Chercheur principal :

2011 Education for All Global Monitoring Report: The Hidden Crisis: Education and Armed Conflict Paris: UNESCO (lead author of thematic chapter on 'education and armed conflict', 416 pages)

2010 Education for All Global Monitoring Report: Overcoming Inequality - Why Governance Matters Oxford: Oxford University Press (lead author of thematic chapter on 'Raising quality and strengthening equity: why governance matters', 477 pages)

2009 Education for All Global Monitoring Report: Reaching the Marginalized Oxford: Oxford University Press (lead author of thematic chapter on 'Reaching and Teaching the Marginalized', 525 pages)

Autres publications choisies :

Rédaction d'ouvrage

2003 *Achieving Schooling for All in Africa: Costs, Commitment and Gender* (Jointly authored with C. Colclough, S. Al-Samarrai, and M. Tembon). Ashbourne: Ashgate Press (297 pages)

Révision d'ouvrages et de numéros spéciaux de revues

2011 Special Issue on Education and Armed Conflict, *Prospects* Vol 41 No 2

2010 Special Issue on Achieving Education for All through Public–Private Partnerships? *Development in Practice* Vol 20 No 3/4 [republished as edited book, Routledge, 224 pages]

2009 Special Issue on Non-state Provision of Education in Africa and South Asia *Compare* Vol 39 No 2: 127-299

2005 Special Issue on Decentralisation of Education, Compare Vol 35 No 2: 105-220 (Jointly edited with Caroline Dyer)

2005 Special Issue on International and National Targeting of Education' International Journal of Educational Development Vol 25 No 4: 361-475 (Jointly edited with Kenneth King)

2005 Policy Arena on International Development Targets and Education, Journal of International Development Vol 17: 97-147 (Jointly edited with Kenneth King)

Articles de revue à comité de lecture

2012 'Education and support for democracy in Africa: Testing mechanisms of influence', *Journal of Development Studies*. Vol 48 No 4: 498-515 [Jointly authored with Geoffrey Evans]

2011 'Balancing service delivery and advocacy: Experience of non-state service providers in South Asia' *Public Administration and Development* Vol 31 No 4: 230-239 [Jointly authored with Richard Batley]

2011 'Analysing collaboration in service delivery between NGOs and states' *Public Administration and Development* Vol 31 No 4: 294-305

2010 'Collaboration in delivering education: relations between governments and NGOs in South Asia' *Development in Practice* Vol 20 No 3/4 [Jointly authored with Richard Batley]

2010 'Achieving Education for All through public–private partnerships?: An editorial introduction' *Development in Practice* Vol 20 No 3/4

2009 'Scaling up aid to education. Is absorptive capacity a constraint?' *Prospects* Vol 39 No 2: 109-122

2009 'NGO provision of basic education: alternative or complementary service delivery to support access to the excluded?' *Compare* Vol 39 No 2: 219-233

2009 'Non-state provision of education: evidence from Africa and Asia: An editorial introduction' *Compare* Vol 39 No 2: 127-134

2007 'Support for democracy in Malawi: Does education matter?' *World Development* Vol 35 No 5: 904-919 [Jointly authored with Geoffrey Evans]

2007 'Parental or policy maker misunderstandings?: Contextual dilemmas of pre-schooling for poverty reduction in Malawi' *International Journal of Educational Development* Vol 27 No 4: 458-472 [Jointly authored with Foster Kholowa]

2006 'Collaborating in Education for All? Experiences of government support for non-state provision of basic education in South Asia and sub-Saharan Africa' *Public Administration and Development* Vol 26 No 3: 219-230

2005 'Decentralisation and privatisation in Malawi – Default or design?' *Compare* Vol 35 No 2: 153-165

2005 'Decentralisation for educational development? An editorial introduction' *Compare* Vol 35 No 2: 105-113 [Jointly authored with Caroline Dyer]

2005 'Is there a fast track to achieving the Millennium Development Goal in education?' *International Journal of Educational Development* Vol 25 No 4: 381-394.

2005 'Transparency or tyranny?: Achieving international development targets in education' *International Journal of Educational Development* Vol 25 No 4: 362-367. [Jointly authored with Kenneth King]

2005 'International development targets and education: Towards a new international compact or a new conditionality?' *Journal of International Development* Vol 17: 97-100 [Jointly authored with Kenneth King].

2003 'Can free primary education meet the needs of the poor? Evidence from Malawi' *International Journal of Educational Development* Vol 23: 501-516 [Jointly authored with E. Kadzamira]

Autres rapports

2007 'Absorptive capacity in the education sector' Paper prepared on behalf of the Education for All Fast-Track Initiative, commissioned by DFID, Ministry of Foreign Affairs France, and Global Campaign for Education.

2006 'Supporting non-state providers in basic education service delivery' Paper prepared for DFID Policy Division.

2006 'Education and fragile states: Capturing lessons and identifying good practice. Paper prepared for OECD DAC Fragile States Group (Lead author, with M. Greeley). http://www.ineesite.org/uploads/documents/store/doc_1_82_doc_1_48_Education_in_Fragile_States_DAC_final_draft.doc

2006 'Chronic poverty and education. A review of the literature'. Background paper for the 2007 *Chronic Poverty Report* commissioned by Overseas Development Institute (Lead author, with C. Dyer).

2005 Evaluation of DFID Development Assistance: Gender Equality and Women's Empowerment. Phase II Thematic Evaluation: Education. *DFID Working Paper* 11. London: DFID. [http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/performance/files/wp11.pdf] (Jointly with Ramya Subrahmanian).

2004 'Political will and capacity for attaining the Gender MDG' Background paper for DFID's 2005 *Girls' Education Strategy*.

2003 'Tracking progress of the Fast-Track Initiative: Desk review of the FTI and indicative benchmarks for reform' Report for Global Campaign for Education and ActionAid. http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/145_1_fast_track_initiative.pdf

Curriculum vitae

Dr. Liesbet Steer

Tél. : +1 703 821 1868 ou +1 703 975 8555 **Nationalité** : belge
Courriel : lsteer@brookings.edu **Adresse** : 7017 Benjamin St, Mclean, VA

Formation :

2002-2005	**Doctorat en économie du développement** - « Institutions en transition. Étude du développement du secteur privé pendant la transition au Vietnam ».
1998-1999	University of East Anglia (UEA), Norwich, Grande-Bretagne (dissertation, en anglais) : 2002-2005
	London School of Economics, Londres (LES), Grande-Bretagne (études de doctorat) : 1998-1999
1990-1994	**Maîtrise en économie quantitative appliquée**
	Mention Summa Cum Laude
	Université d'Anvers, Belgique
	Lauréate en économie (prix du meilleur étudiant en économie) – Fondation Castelein et Jussiant

Langues :

Néerlandais	langue maternelle
Anglais	courant
Français	oral (lecture : courant)
Allemand	oral
Indonésien	oral

Résidence dans un pays en développement :
A vécu et travaillé pendant 10 ans en Asie de l'Est : Vietnam, Indonésie, Cambodge et Laos.

Domaines de compétence :

Évaluation des résultats

- Supervision des programmes et des travaux de recherche sur l'évaluation des progrès du développement et l'utilisation des évaluations d'impact.
- Responsable de l'introduction d'une approche de la conception de programmes et du suivi et évaluation de systèmes axée sur les résultats à la Fondation pour l'Asie.

Financement du développement

- Supervision des travaux sur le financement de l'éducation à la Brookings Institution ainsi que d'études générales sur le financement du développement au Centre de l'aide et de la dépense publique, ODI.
- Supervision d'un groupe de travail sur la mise en œuvre du Programme de Paris dans les programmes locaux de développement économique en Indonésie en tant que directrice de la Fondation pour l'Asie (dans le cadre de la Facilité indonésienne multidonateur de soutien de la décentralisation).

Institutions de développement

- Direction des travaux d'analyse des facteurs institutionnels de progrès du développement à l'ODI ; doctorat centré sur l'économie institutionnelle
- Supervision des programmes de recherche et développement en Indonésie centrés sur le secteur privé et le développement économique local, le commerce intérieur et la réforme de la réglementation. Thème transversal : le développement institutionnel.

Méthodologie de l'étude / de l'enquête

- Expérience étendue de l'administration d'enquêtes visant à alimenter la politique, notamment par l'utilisation de bases de données quantitatives et de modèles économétriques de grande taille ; ainsi que des enquêtes qualitatives et du renforcement des capacités d'analyse et de collecte de données dans les institutions des pays en développement.

Postes occupés :

2013 – ce jour **Maître de recherche, Center for Universal Education, The Brookings Institution, Washington DC**

Conduite des axes de recherche du Centre sur (1) le financement de l'éducation, dont financement national et international, efficacité de l'aide et financement innovatif, et (2) le Baromètre de l'apprentissage :

- Conduite de recherches sur l'équité et le financement, notamment d'études de cas pays au Bangladesh (en cours), Nigéria et Malawi (prochainement).

- Conduite des travaux de préparation du Baromètre arabe de l'apprentissage (en cours) et des Baromètres de l'apprentissage de l'Asie et de l'Amérique latine (prochainement).

- Conduite des travaux de préparation d'un mémoire de recherche à venir sur le « Rôle des organisations multilatérales dans le financement de base de l'éducation » pour la *Table ronde de haut niveau de l'Éducation pour tous « Coordination et financement de la dispense d'enseignement »* – septembre 2013.

- Conduite de la préparation de 8 rapports pays pour le *Sommet interministériel de l'Éducation pour tous* – avril 2013 ; (co) auteure de mémoires sur l'Éthiopie et le Nigéria.

2008-2013 **Directrice, Progrès du développement, ODI, Londres**

Montage et direction d'un projet de recherche sur 6 ans (2009-2015) sur les Progrès du développement (financé par la fondation Bill et Melinda Gates. Le projet vise à mieux comprendre, mesurer et communiquer ce qui réussit en matière de développement et pourquoi. Ce travail comprenait la direction technique d'une grande équipe de recherche (plus de 20 personnes) pour la réalisation d'études de cas et l'analyse de données sur les progrès en matière d'éducation.

Chercheur associé, Centre d'aide et de dépenses publiques, ODI, Londres

Direction et participation à divers projets de recherche sur le développement avec un ciblage particulier sur l'évaluation des résultats du développement, l'efficacité de l'aide, l'aide basée sur les résultats et l'évaluation de l'impact, les nouveaux flux d'aide et le rôle des acteurs privés dans l'aide.

Projets (et organisation commanditaire) :

- Progression dans l'atteinte des ODM : Fiche d'évaluation des ODM (Fondation Bill et Melinda Gates et Campagne pour le millénaire des Nations Unies)
- Financement de l'Éducation primaire universelle : opportunités et contraintes (Fondation William et Flora Hewlett)
- Progrès réalisés dans le cadre du Programme sur l'efficacité et la redevabilité de l'aide (Secrétariat du Commonwealth)
- Réalisation et utilisation d'évaluations d'impact (DFID)
- Pauvreté et analyse de l'impact social (PSIA) (Banque mondiale)

- Nouveaux acteurs, nouveaux flux : la Banque mondiale, le secteur privé et la croissance durable (gouvernement des Pays-Bas)
- Examen des bonnes pratiques en matière de responsabilité mutuelle au niveau pays (GTZ et Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE-CAD)
- Rapports d'avancement de la Grande-Bretagne sur l'Amélioration de l'efficacité de l'aide – études de cas sur le Vietnam et le Cambodge (DFID)

2005-2007 **Directrice, Département économie, Fondation pour l'Asie, Jakarta, Indonésie**

Direction du plus gros programme de recherche et d'élaboration de politiques de la Fondation en Asie (3,5 millions USD par an).
Domaines couverts : gouvernance et réforme de la réglementation, prestation de services auprès des gouvernements locaux, développement du secteur privé et mesure de la performance en matière de climat d'investissement.
Responsabilités assumées :

- Conception et réalisation de travaux de recherche sur la prestation des services publics locaux, le climat d'investissement et le commerce intérieur.
- Conception et mise en place de programmes d'assistance technique en Indonésie – financés par les bailleurs de fonds internationaux et mis en œuvre en partenariat avec les institutions nationales et internationales de recherche et développement.
- Suivi et évaluation des résultats. Introduction d'un nouveau système de suivi et évaluation permettant de mesurer plus précisément les résultats du programme des partenaires de la mise en œuvre.
- Entretien d'un dialogue avec les décisionnaires au niveau local et national pour discuter de la réforme de la politique, de nouvelles idées de programmes et de la mise en œuvre des programmes.
- Supervision d'une équipe de 15 responsables et consultants en matière de recherche et de programme.
- Présidence d'un groupe de travail sur le développement du secteur privé et d'un groupe de travail local chef de file en matière de réforme économique dans le cadre de la Facilité indonésienne multidonateur de soutien de la décentralisation.

2001-2002 **Supervision et présidence d'une série de séminaires majeurs en matière de recherche sur le développement.**
Université nationale des sciences économiques, Hanoï, Vietnam, et Banque mondiale

Série de séminaires de recherche pour les spécialistes du développement vietnamiens et internationaux (couvrant des thèmes allant de l'efficacité de l'aide, la santé et l'éducation à la macro-économie et la politique des échanges commerciaux, l'expansion du secteur financier et l'économie politique de la réforme).

1999-2002 **Consultant indépendant en économie basé à Hanoï, Vietnam :**

Centre d'économie internationale, Canberra, Australie

- Projet d'étude de l'impact de la libéralisation et de la réforme des échanges commerciaux au Vietnam : Contraintes réglementaires encadrant le développement du secteur privé (AusAID) : 2001-2002. Enquêtrice principale. Analyse des obstacles entravant la réactivité des entreprises privées à l'évolution des incitations prévue dans le cadre de la réforme du commerce. Centrage sur le manque d'institutions de soutien au commerce.
- Projet sur le développement du secteur privé et la réponse à la réforme économique (AusAID) : 2000-2001. Chef d'équipe. Direction d'une étude entreprise en collaboration avec l'Institut central pour la gestion économique (CIEM), un institut de

recherche vietnamien, sur le développement du secteur privé au Vietnam.

Banque mondiale, Vietnam

- Projet sur la création d'emploi au Vietnam : 2001. Enquêtrice principale. Étude sur le secteur privé au Vietnam et sa capacité à créer des emplois. Analyse basée sur une enquête réalisée auprès de 400 entreprises en collaboration avec l'Institut d'étude du travail et des affaires sociales (ILSSA), ministère du Travail.
- Projet sur la réforme des entreprises d'État et le développement du secteur privé : 1998. Publication d'un article sur le désinvestissement et la privatisation des entreprises d'État. Consolidation et analyse des données sur le secteur privé au Vietnam.

Société financière internationale (IFC), Facilité de développement du projet du Mékong, Vietnam

- Projet de conception d'une stratégie de développement des PME au Vietnam, Cambodge et Laos : 1999-2000. Enquêtrice principale. Conception d'une stratégie pour l'IFC- MPDF dans le cadre de son Programme d'environnement économique pour promouvoir le développement du secteur privé national du tourisme.

1998-1999 **Chercheur, London School of Economics and Political Science, Londres, Grande-Bretagne**
Étude des comptes nationaux, des comptes satellites et d'autres méthodes de mesure économiques en vue d'étudier l'impact du tourisme et du commerce de services sur l'économie.

1995-1997 **Chercheur, Université Érasme de Rotterdam, Pays-Bas**
Projet de recherche à l'École des affaires Érasme ; couvrait les sujets de tourisme et développement, mondialisation et management interculturel du secteur du tourisme.

1994-1995 **Chercheur, Université d'Anvers, Faculté d'économie, Belgique**
Analyse macro-économique des impacts et des entrées-sorties. Analyse des effets sur l'emploi ainsi que des effets fiscaux et sociaux du secteur culturel.

Liste des publications et rapports :

Bastian, J., L. Steer & C. Berry (2013). Accelerating Progress to 2015. Ethiopia. A Report Series to the UN Special Envoy for Global Education. Working Paper. April 2013.

L. Steer, E. Gustaffson-Wright & Vy T. Nguyen (2013). Accelerating Progress to 2015. Nigeria. A Report Series to the UN Special Envoy for Global Education. Working Paper. April 2013.

Kiku Rodriguez, L, E. Samman & L. Steer (2012). Measuring Progress. A Review of Methodologies. London, ODI. *Forthcoming*

Steer, L, J. Engel, M. Vandemoortele & A. McWilliam (2011). Mapping Progress: Evidence for a New Development Outlook. London. ODI

Steer L, S. Levy, M. Geddes, A. Lemma, L. Natali, L. Phillips & D. Wu (2010). MDG Report Card: Measuring Progress Across Countries. London. ODI

Steer, L. & K. Sen (2010). Formal and Informal Institutions in a Transition Economy: The Case of Vietnam. *World Development*. Vol 38 (11), p. 1603-1615.

Steer, L. & C. Wathne (2010). Donor Financing of Basic Education: Opportunities and Constraints. *International Journal of Educational Development*. Vol 30(5), p. 472-480.

Benevot, A, D. Archer, S. Mosely, K. Mundy, F. Phiri, L. Steer & D. Wiking (2010). International Aid to Education: A Moderated Discussion. *Comparative Education Review*. Vol 54 (1), p. 105-124.

Steer,L, H. Tavakoli, C. Wathne & N. Highton (2009). Commonwealth Member Countries Progress on the Aid Effectiveness Agenda. London, ODI

Steer, L. & C. Wathne (2009). Mutual Accountability at Country Level: Emerging Good Practice. *ODI Background Note*. London, ODI.

Jones, N, H. Jones, L. Steer & A. Datta (2008). Improving Impact Evaluation Production and Use. *Working Paper 300*, London, ODI.

Steer, L. (2008). Poverty and Social Impact Analysis. Reviewing the Link with In-Country Policy and Planning Processes. (Nepal & Tanzania Case Studies). London, ODI.

Steer, L, C. Wathne & R. Driscoll (2008). Concept and Good Practice Paper on Mutual Accountability at Country Level. Report for the OECD-DAC Working Party on Aid Effectiveness. London, ODI.

Steer, L. & K. Sen (2008). Institutions in Transition. How Vietnam's booming private sector compensated for a lack of legal protection. *IPPG Discussion Paper Series 19*. Manchester, University of Manchester.

Steer, L. (2008). New Actors, New Flows: the World Bank, Private Sector and Sustainable Growth. Report for World Bank. London, ODI.

Steer, L. (2008). Financing for Development: From Monterrey to Doha. Briefing for Bill & Melinda Gates Foundation. London, ODI.

Steer, L. (2006). Business Licensing and One Stop Shops in Indonesia. Paper presented at Asia Consultative Conference on Creating Better Business Environments for Enterprise Development, Donor Committee for Enterprise Development, Bangkok, November 2006.

Sen K. & L. Steer (2005). Survey of Recent Developments. *Bulletin of Indonesian Economic Studies,* Vol 41 (3), p. 279-304.

Steer, L. & M. Taussig (2002). A Little Engine that Could…: Domestic Private Companies and Vietnam's Pressing Need for Wage Employment. *World Bank Policy Research Paper,* No 2873, August 2002. (with M. Taussig)

Steer, L. (2001). The Private Sector in Vietnam. Facts, Figures, Policy Changes and a Survey of Research Findings. Canberra, Centre for International Economics.

Steer, L. (2000). Developing SMEs in the Tourism Industry. Recommendations for IFC assistance for SMEs in Vietnam, Laos and Cambodia. IFC-MPDF, Hanoi.

Steer, L. (1999). The Economic Effects of Tourism: From Satellite Accounts to General Equilibrium Analysis. *Working Paper*. London, London School of Economics.